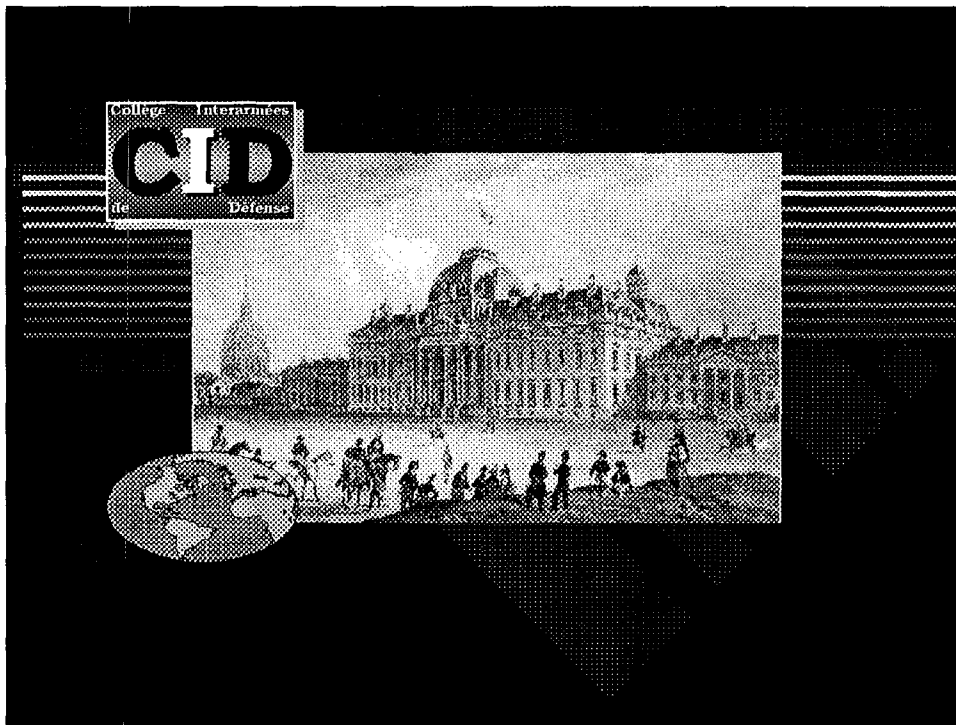


1998 - 526

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

Doit-on poursuivre l'aide à l'Afrique subsaharienne ?



CDT YVES COUVERT
DIVISION C/GROUPE 3

15 décembre 1997

RESUME

L'Afrique subsaharienne a connu un développement moins rapide que l'Europe, et ayant eu peu de contact avec elle pendant de nombreux siècles, n'a pas pu profiter des progrès du monde occidental. Or on ne peut rattraper seul son retard d'une manière accélérée. Mais l'aide d'un pays tiers ne peut être efficace que s'il tient compte des réalités locales.

La colonisation a introduit sur le continent africain le savoir-faire européen dans de nombreux domaines, mais elle n'a pas su, voulu ou pu former les Africains à l'assimiler. Ainsi, malgré la coopération, trente ans d'indépendance se soldent par un non-développement dramatique puisque le continent n'est même plus capable de nourrir sa population. Il est donc temps d'analyser les raisons de cet échec afin de trouver les remèdes qui s'imposent.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

LA COLONISATION

BILAN DE TRENTE ANNEES D'INDEPENDANCE

LES CAUSES DE L'ECHEC

LES REMEDES

CONCLUSION

Doit-on poursuivre l'aide à l'Afrique subsaharienne ?

Devant les difficultés du monde occidental à remédier au chômage et prenant conscience de l'inefficacité apparente de l'aide en Afrique subsaharienne, de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent qu'il est temps de comprendre que la colonisation est terminée et de laisser enfin l'Afrique aux Africains. Or, les Européens ne peuvent pas se désintéresser de ce continent qui les jouxte. Car de sa stabilité dépend celle de l'Europe tout entière. L'Europe occidentale accueille déjà un million d'immigrants chaque année et ne pourra vraisemblablement pas recueillir la population du continent africain tout entier. Le Livre Blanc sur la Défense nous rappelle les dangers d'un trop grand écart entre pays pauvres et riches : « Le risque existe d'une déstructuration et d'une division du monde de plus en plus forte entre pays riches, zones tampons et zones misérables. L'action prioritaire des Etats consiste donc..., impératif de sécurité, à prévenir le mieux possible toute rupture fatale... que pourraient entraîner des crises ou conflits armés ». S'il est évident qu'il faut arrêter le gaspillage de l'aide, il est urgent de savoir s'il vaut mieux l'arrêter totalement et laisser l'Afrique face à son destin, ce qui présuppose qu'elle a les ressources de s'en sortir seul, ou bien s'il faut seulement s'y prendre autrement.

L'Afrique subsaharienne a connu un développement moins rapide que l'Europe, et ayant eu peu de contact avec elle pendant de nombreux siècles, n'a pas pu profiter des progrès du monde occidental. Or on ne peut rattraper seul son retard d'une manière accélérée. Mais l'aide d'un pays tiers ne peut être efficace que s'il tient compte des réalités locales.

La colonisation a introduit sur le continent africain le savoir-faire européen dans de nombreux domaines, mais elle n'a pas su, voulu ou pu former les Africains à l'assimiler. Ainsi, malgré la coopération, trente ans d'indépendance se soldent par un non-développement dramatique puisque le continent n'est même plus capable de nourrir sa population. Il est donc temps d'analyser les raisons de cet échec afin de trouver les remèdes qui s'imposent.

LA COLONISATION

Avant la colonisation, il existait en Afrique trois types de groupement de population : les Etats-Nations (Maroc, Ethiopie, Rwanda, Madagascar), une dizaine d'empires récents, déprédateurs et esclavagistes, et enfin, un émiettement de milliers d'ethnies ou de tribus. Les Européens se sont contentés au début de s'installer sur les côtes, comme points d'escale sur la route vers l'Asie. Mais les missionnaires ont cherché à pénétrer à l'intérieur des terres, et découvrant un mode de vie peu chrétien (notamment l'esclavage), ils ont poussé les chefs d'Etat européens à intervenir militairement pour les aider dans leur tâche de civilisation. Finalement l'Europe s'est partagée le continent.

La colonisation fut une chance pour les tribus qui ont trouvé un refuge contre l'insécurité et qui ont dû faire des réserves pour éviter les famines. Grâce au développement des infrastructures routières, elle a permis les échanges entre les pays qui avaient de mauvaises récoltes et ceux qui avaient des surplus. Même si le colonisateur a apporté avec lui ses maladies, il a permis l'éradication des grandes épidémies par les campagnes de vaccinations et l'établissement de nombreux dispensaires. Il a développé l'agriculture, le commerce, n'hésitant pas acheter les

produits de ses colonies à des tarifs supérieurs aux taux mondiaux. Il a autant apporté qu'il a récolté. En 1958, les investissements français en Afrique représentent 5% du budget français, 22% des dépenses nationales d'équipement.

A la veille des indépendances, le continent assurait son autosuffisance alimentaire. En 1960, la France laisse : 2000 dispensaires, 600 maternités, 40 hôpitaux, 18000 km de voies ferrées, 215000 km de pistes principales, 50 000 km de routes, 63 ports et 196 aérodromes, 16000 écoles primaires, 350 écoles secondaires, 96% des instituteurs étaient africains.

Mais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'autorisait pas le colonisateur à imposer sa volonté indéfiniment. Tôt ou tard, il devait laisser leur chance aux Africains. De plus cela faisait l'affaire des Etats-Unis et de l'URSS (pour des raisons respectivement économiques et idéologiques). Enfin les Etats européens, affaiblis par deux guerres mondiales, n'avaient plus les moyens de soutenir des colonies dont la rentabilité n'était pas évidente pour tout le monde. Quoiqu'il en soit, la plupart des pays africains obtinrent leur indépendance dans les années soixante.

BILAN DE TRENTE ANNEES D'INDEPENDANCE

Le plus inquiétant est la crise alimentaire. En effet, alors qu'en 1960, le continent assurait son autosuffisance alimentaire et que son solde d'exportation agricole était positif, en 1995, le quart des Africains ne survit que grâce à l'aide alimentaire et le tiers est sous-alimenté. En 1970, la part de l'Afrique dans l'exportation agricole mondiale était de 7,2%, elle n'était plus que de 3% en 1993. En 1960, 100% de l'aide alimentaire allait vers l'Asie, l'Amérique du Sud et le Proche-Orient, en 1990, 50% va vers l'Afrique. Le plus grave, c'est que cela ne peut qu'empirer avec la formidable croissance démographique et la progression du désert. Depuis 1980, la croissance des productions agricoles n'est que de 1%, alors que celle de la population est de 3%. La désertification détruit 6 à 8 millions d'hectares dans le tiers-monde chaque année. En 50 ans, le désert a progressé en Afrique de 650 000 km², soit la surface de la Somalie.

Evidemment, la crise alimentaire est liée à la crise économique. En 1993, le PNB de l'Afrique subsaharienne moins l'Afrique du Sud était égal à 1% du PNB mondial avec 10 % de sa population. En 1992, le PNB moyen par habitant était de 350 US Dollar. Depuis 1980, il baisse en moyenne de 1,2 % par an. La croissance annuelle du PIB était de 6% entre 1965 et 73, de 2,5% entre 73 et 80, et de 0,5% entre 80 et 87. Au niveau des échanges, l'Afrique représentait 9% du commerce mondial en 1960, et seulement 3% en 1994. Première exportatrice de cacao, huile de palme, et arachide, elle est évincée en 1994 par l'Asie et l'Amérique latine. Elle a perdu 6% des parts de marché des produits agricoles quand l'Asie en gagnait 11%. Entre 1980 et 1990, la valeur de ses exportations a perdu près de 20%. Enfin l'Afrique est surendettée. Sa dette représente 10% de la dette mondiale. Elle a été multipliée par 20 depuis 1970, et a été jusqu'à quatre fois supérieure à ses recettes d'exportation avant les remises successives accordées par les différents prêteurs. En 1990, elle est égale à 110 % du PNB, et 350% des recettes d'exportation. En 1989 le service de la dette atteint 27% des recettes d'exportation.

La crise économique a pour effet de diminuer les recettes de l'Etat qui n'a pas les moyens de maintenir en état la santé et l'école. L'Afrique manque de structures médicales, surtout dans le monde rural, les hôpitaux ne sont pas entretenus, ils

manquent de médicaments...à tel point que d'anciennes pandémies resurgissent. Certains considèrent qu'elle est revenue à l'état sanitaire du XIX^e siècle. Quant à la scolarisation, elle est en régression. Le taux net de scolarisation est passé de 69% en 1980, à 65% en 1990 et 50% en 1996. Le taux d'accroissement des effectifs était de 9% en 75-80, et de 1,8% en 80-88. Le taux d'alphabétisation est évalué entre 25% et 50% en fonction des études.

Enfin, l'insécurité règne partout, des conflits internes ou externes mettant en jeu les différentes ethnies resurgissent chroniquement. Pour ne rappeler que les derniers, pensons au Congo, à l'Ex-Zaïre, au Rwanda, au Burundi, à la Centrafrique et au Libéria.

LES CAUSES DE L'ECHEC

Tout d'abord, il y a les causes conjoncturelles. Par exemple, la variation des cours mondiaux des matières premières entraîne une grande précarité des producteurs qui ont tendance à trop emprunter quand elles sont à la hausse, et à ne plus pouvoir rembourser lorsqu'elles sont à la baisse, la dette devient alors insupportable. Cette variation a entraîné une dégradation des termes de l'échange de 30 % depuis 1970. Il y a aussi la guerre froide qui a alimenté de nombreux conflits. En effet, le monde libéral et le monde communiste se sont affrontés dans les pays du tiers-monde en soutenant les différentes guérilla. Le désordre qui en a résulté a bien évidemment été néfaste au développement.

Mais aussi, les différentes politiques ont accumulé de nombreuses erreurs dans tous les domaines.

Les cultures vivrières ont été abandonnées au profit des cultures de rente. C'est ainsi que l'autosuffisance alimentaire a en partie disparu. Or, les revenus de ces cultures de rente sont sujets aux variations des cours mondiaux et aux conditions climatiques. Pour y échapper, il faut diversifier les productions et créer des caisses de stabilisation et de péréquation. Or la majorité des pays dépend de l'exportation de seulement trois produits agricoles ou minéraux de base. Quant aux caisses, elles ont servi à autre chose. Ainsi, elles étaient vides quand leurs fonds étaient nécessaires, ce qui a découragé les agriculteurs et a favorisé le marché noir. La désertification a progressé à cause des feux de brousse, du surpâturage, de la déforestation, de l'abandon des jachères, du labourage en pente, du défrichement systématique, de la culture sur brûlis et globalement de la mauvaise gestion des terres. Les investissements ont été faits essentiellement en milieu urbain au détriment des campagnes, ce qui a marginalisé le monde rural et a provoqué l'accroissement de la population périurbaine, bien souvent désoeuvrée et misérable. L'urbanisation est anarchique, et la ville est peuplée de redistributeurs-consommateurs qui ne produisent rien et captent l'aide internationale.

Juste après l'indépendance, les matières premières africaines voyaient leur valeur augmenter de 20% par an. Dans ce climat euphorique, les emprunts se sont multipliés plus que de raison. Or depuis 1980, la tendance des cours s'est inversée et la dette est d'autant plus insupportable que les sommes empruntées n'ont pas été investies dans les moyens de production. La production additionnelle liée à l'investissement est passé en Afrique de 31% en 1960 à 2,5% dans les années 80.

L'Etat africain, trop centralisé et préoccupé par ses villes, a embauché pléthore de fonctionnaires qu'il a du mal à payer.

L'éducation est complètement déconnectée des réalités locales. Elle fabrique de futurs fonctionnaires et non pas de futurs chefs d'entreprise. Elle néglige les diplômes intermédiaires, produisant des généraux sans troupes. Ceux-ci émigrent donc très souvent dans les pays qui les ont formés, ne trouvant pas de travail chez eux, ou ne supportant plus le manque de confort de leur pays. Dans tous les cas ils refusent de quitter les villes. Cette fuite des cerveaux diminue la quantité des élites locales. Pas assez variée, l'éducation ne donne qu'une instruction générale, trop peu de formation technique et en plus le travail manuel est complètement dévalorisé, ne serait-ce que par les revenus qu'il permet. Malgré quelques efforts elle reste beaucoup trop calquée sur l'enseignement colonial, les jours de vacances ne correspondant pas aux jours les plus chauds ou au temps des récoltes. Elle est globalement inadaptée, formant des maçons là où les habitations sont des huttes.

Bien sûr, le gaspillage et la corruption sont aussi des tares bien gênantes. Les richesses héritées de la colonisation et les différentes aides sont dilapidées par des dépenses de luxe, les détournements de fonds, et la corruption généralisée. Les chefs ont un goût démesuré pour le prestige et les apparences. Ils reconnaissent bien volontiers qu'ils ont des comptes en banque bien fournis en Europe, mais cela ne les choque aucunement, car ils estiment que c'est leur richesse qui fonde leur autorité, et de plus ils se disculpent facilement en montrant du doigt les affaires qui n'épargnent pas les pays européens. Les infrastructures sont mal entretenues. Beaucoup d'investissements sont improductifs. Nombreuses sont les usines qui n'ont jamais vraiment fonctionné.

Les conflits ethniques concourent à l'instabilité. Le tribalisme incite au népotisme. Les chefs d'Etat font reposer leur pouvoir sur leur ethnie en plaçant ses membres aux postes les plus importants. Les autres en sont jaloux et rêvent à leur tour d'être au pouvoir un jour pour faire la même chose. Les frontières issues de la décolonisation ne respectent pas l'implantation des différentes ethnies, d'autant plus lorsqu'elles sont nomades. Ainsi, il est fréquent de trouver une ethnie minoritaire dans un pays et majoritaire dans l'autre, créant ainsi des conflits aux frontières.

Quant à l'aide, malgré son importance, elle reste inefficace. Avec 15 à 20 Milliards de dollars annuels, elle représente 10 et 20% du PNB annuel de l'Afrique subsaharienne. Avec 40 dollars par Africain pour 10 aux sud-américains et 5 aux asiatiques, l'Afrique est le continent le plus aidé du monde. Sa part de l'aide mondiale publique au développement est passé de 17% en 1970 à 40% en 1991. Et pourtant sa croissance reste des plus faibles. Le PNB/HAB du GHANA et de la COREE du SUD avoisinait les 230 USD en 1960. En 1992 il est de 345 USD au GHANA pour 5200 en COREE du SUD. L'aide a aussi de nombreux effets pervers. Elle concurrence les productions locales. Pourquoi acheter ce qui est distribué ? Elle introduit de nouvelles habitudes alimentaires comme le pain, alors que l'Afrique ne peut pas produire de blé, mais du manioc, du maïs, ou du riz. Le manioc ou le fonio coûtent plus cher que le pain qui est fait à base de céréales qui doivent être importées. Cela décourage le paysan africain. Elle provoque l'exode rural, car elle arrive prioritairement dans les villes. Elle permet aux gouvernants incompetents de se maintenir en place. Une grande partie des dirigeants comptent sur l'aide pour développer leur pays et justifient leur échec par le manque d'aide. Elle est de plus en plus orientée vers le productif, négligeant le social, et donc le long terme.

De plus les conseils des différents coopérants sont trop souvent calqués sur des modèles occidentaux et ne tiennent pas suffisamment compte des réalités ou des cultures locales, oubliant que le pays est fait d'hommes. Or, il y a souvent incompatibilité entre les cultures occidentales et africaines. « Ils sont autres » disait Lyautey. Pour Guy Georgy, « l'homme africain a des structures mentales qui ne sont pas les nôtres. Il a une vision du temps différente. L'Africain ne se projette pas dans l'avenir. Cet avenir n'appartient qu'à Dieu. Les Blancs, eux, fabriquent un futur avec leur agenda ». La coopération est tentée de greffer des prunes sur des palmiers. Il y a aussi souvent incompréhension entre les experts internationaux et les fonctionnaires locaux, à cause de la méfiance ou d'un langage trop technique. L'assistance peut aussi avoir des intentions partisans, comme en tirer de grands profits, ou favoriser un projet qui se voit afin d'augmenter son prestige. Enfin, il y a souvent généralisation hâtive, comme si les pays du Sahel rencontraient les mêmes problèmes que ceux d'Afrique équatoriale.

La démocratisation illustre bien cette volonté d'imposer un régime politique idéal sans tenir compte des réalités locales. Elle repose sur l'idéologie des « Droits de l'Homme » qui est individualiste et universaliste alors qu'en Afrique les cultures sont communautaires et cloisonnées. Avant 1990, la coopération était avant tout économique, la démocratie devant découler de sa réussite. Après 1990, au sommet franco-africain de la Baule, la démocratie est imposée par le président Mitterrand qui voit dans le manque de démocratie l'échec de l'Afrique. C'est ainsi que des troubles éclatent dans les pays non encore déstabilisés. Avant la Baule, le tribalisme ravageait l'Afrique à l'exception de la plupart des anciennes colonies françaises. Depuis, les vieux dictateurs furent déstabilisés. Hissène Habré au Tchad, Moussa Traoré au Mali, Mathieu Kérékou au Bénin, Didier Ratsiraka à Madagascar, Aristides Pereira au Cap-Vert, Mobutu au Zaïre, et Lissouba au Congo, Pinto da Costa à Sao Tomé e Príncipe...ont perdu le pouvoir, les présidents du Rwanda et du Burundi ont perdu la vie. Avant la colonisation, le pouvoir appartenait à des minorités obéies et respectées par des majorités soumises. La colonisation a permis la survie des plus faibles en bloquant l'impérialisme des plus vigoureux. Au Rwanda, pendant cinq siècles, les Tutsi, 20% de la population, ont dominé les Hutu. L'Eglise catholique, après s'être appuyée sur les Tutsi, a fini par encourager avec la puissance mandataire belge la révolution hutu de 1959 qui aboutit à un premier massacre des Tutsi et à la proclamation de la République. La France a ensuite soutenu militairement puis humanitairement les Hutu, car il est inconcevable pour elle qu'une minorité gouverne. Aujourd'hui, cette minorité a repris le pouvoir par les armes. Il en est de même avec Lissouba et Sassou N'Guesso au Congo. Pour l'Africain, les peuples les plus féconds ne sont pas forcément les plus aptes à commander, les vieux sages font remarquer que ce n'est pas l'antilope mais le lion qui commande. Avec la démocratie, le tribalisme qui couve sous l'ethnisme est exacerbé, chaque groupe voulant le pouvoir pour les siens. Le multipartisme donne naissance à autant de partis que d'ethnies. Les ethnies minoritaires se sentiront toujours lésées et prendront les armes si elles n'ont pas part au pouvoir. De plus, avec une population majoritairement analphabète, le débat démocratique reste vite limité.

Plusieurs présidents africains pensent que le multipartisme n'est pas applicable en Afrique, Kauda en Zambie, Moi au Kenya, Museveni en Ouganda. Moi a été réélu avec seulement 36% des suffrages, car le parti d'opposition a éclaté en plusieurs noyaux ethniques.

Au Togo, Eyadema s'est abrité derrière son ethnie, élite de l'armée pour se maintenir au pouvoir. D'autres chefs d'Etat (Cameroun, Mauritanie, Burkina-Faso)

ont limité la liberté d'expression à la presse écrite afin que l'opposition n'atteigne pas la brousse.

Enfin, le problème est culturel. Axelle Kabou, sociologue camerounaise, pense que les Etats africains ne veulent pas le développement, même s'ils affirment que c'est l'enjeu essentiel. En effet, ils baigneraient dans un anticolonialisme primaire, dans un mythe qui veut que l'Afrique ne soit en rien responsable de son sort, que toute sa misère ait des causes extérieures : traite négrière, colonisation, apartheid, détérioration des termes de l'échange, dette, que l'aide lui est donc due. Tout ce qui vient du colonisateur serait mauvais, d'où une grande méfiance, et le refus de toute organisation, méthode, rigueur, cohérence. Toute idée de progrès serait rejetée car venant du colonisateur. L'occident et ses industries polluent, ils favorisent l'individualisme, alors que la culture africaine est communautaire et proche de la nature... La recherche d'un mode d'action typiquement africain, le culte de la différence leur font rejeter systématiquement tout ce qui est occidental. Cette idéologie favorise un immobilisme et un sous-développement certain.

LES REMEDES

L'étude précédente montre les erreurs à éviter et les axes d'effort à fournir.

Tout d'abord, la première chose à rechercher est autosuffisance alimentaire. Avant tout projet grandiose, il est nécessaire que tout le monde puisse manger à sa faim. C'est ainsi qu'il faut inciter les populations à ne plus désertir les campagnes, en arrêtant de favoriser les investissements urbains, en n'acceptant l'aide alimentaire qu'en cas de catastrophe naturelle, en l'alimentant par des produits africains achetés au paysan africain et non pas par des importations extra-continrentales. Il faut encourager les cultures vivrières et les diversifier au maximum, éviter de faire reposer l'économie du pays sur l'exportation d'un trop petit nombre de produits. Remettre en place des caisses de stabilisation mais ne pas les utiliser à autre chose. Eviter tout projet grandiose dispendieux. Favoriser les échanges régionaux plutôt que mondiaux.

Investir avant tout dans l'équipement d'outils agricoles ou de petites entreprises locales, de type artisanal ou à la rigueur PME. Remettre l'éducation à sa place : apprendre un minimum de lecture, écriture, calcul, puis former à un métier, qui produise avant tout. Il est nécessaire de développer le secteur primaire, puis le secondaire, et enfin le tertiaire. Désétatiser, diminuer le nombre de fonctionnaires.

Pour responsabiliser et adapter les projets au terrain, il faut respecter le principe de subsidiarité. Il faut que celui qui décide, mette en oeuvre et assume réellement les conséquences de ses actes. Il faut intéresser : salaire en fonction des résultats, les professions libérales sont à favoriser ainsi que toutes les initiatives privées.

Pour permettre une meilleure stabilité politique et sociale, il faut savoir tirer profit du caractère positif des ethnies, sources de solidarité, en leur donnant plus d'autonomie et en n'hésitant pas à redessiner les frontières lorsque cela est possible. L'exemple de l'Ethiopie et de l'Erythrée est probant. Bernard Lugan propose tout un ensemble de solutions.

Il faut arrêter toute aide en argent. Pour responsabiliser celui qui aide, il faut que lui aussi en vive, il faut donc des coopérants volontaires, privés, (pas des

fonctionnaires), qui montent une affaire, et en vivent, en résumé, il faut favoriser les investissements privés, et laisser les ONG prendre le relais.

Pour cela il faut que règne un minimum de sécurité, c'est bien la seule aide qu'on peut fournir sans hésiter, des soldats et des gendarmes. Celle-ci ne pourra pas être détournée.

Il faut arrêter de plaquer des solutions technocrates, bâties à coup de chiffres. Si l'intéressé n'est pas convaincu de l'aide qu'on lui apporte, il la gaspillera. Il faut donc favoriser les participations locales.

Il faut détruire les idéologies, aussi bien communistes, tiers-mondistes, qu'anti-occidentales, anti-impérialistes, anticolonialistes ou autres. Revenir au réalisme, sans préjugés. L'Afrique n'est pas l'Europe, mais l'Europe peut lui apporter de bonnes idées. Le tout est de convaincre, de ne pas imposer. Mais pour cela, il faut supprimer tout complexe d'infériorité ou de supériorité.

En conclusion, devant l'échec de plus de trente ans de coopération, il est temps de la remettre en question. Les ressources de l'Afrique sont certaines, mais sous-exploitées par manque d'organisation due à des blocages idéologiques et psychologiques pour la plupart. L'aide et la coopération n'ont fait qu'aggraver les choses. Il est donc nécessaire de les diminuer au maximum pour que les Africains, acculés se prennent enfin en charge et donnent les priorités à ce qui est vital et non pas à ce qui est prestigieux. L'occident n'est pas passé du Moyen-Age au XX^e siècle en quelques décennies. Il n'y a pas de raison que l'Afrique fasse mieux toute seule. Avec de l'aide, elle peut accélérer, mais elle ne peut pas brûler les étapes et passer directement à des projets grandioses. Il faut rester réaliste et commencer par les priorités. Beaucoup de signes d'espérance apparaissent néanmoins : la fin de l'empire soviétique et par conséquent la fin des conflits de type idéologique sur le continent, le très important secteur informel, qui, s'il est un manque à gagner pour l'Etat, prouve un dynamisme, une initiative, et une intelligence du nécessaire, et enfin le taux de croissance récent de 10% de l'Ouganda, de la Côte d'Ivoire et du Ghana qui peut laisser rêver à un décollage économique.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD LUGAN :** « Afrique, bilan de la décolonisation »
« Afrique, de la colonisation philanthropique à la
recolonisation humanitaire »
- AXELLE KABOU :** « Et si l'Afrique refusait le développement »
- EDOUARDO MATUKO :** « L'Afrique par les Africains, utopie ou révolution ? »
- LCL BETH :** « L'Afrique noire : craintes et espoirs d'un continent »